



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 60

Texte de la question

POLITIQUE MONÉTAIRE ET COMPÉTITIVITÉ

M. le président. La parole est à M. Jean-Luc Laurent, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Jean-Luc Laurent. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, l'écroulement industriel français depuis dix ans a réduit la part de l'industrie à moins de 13 % du PIB. Le quinquennat précédent s'est achevé avec la multiplication des plans sociaux retardés et la fermeture programmée de sites de production. Pourtant, l'industrie représente toujours 80 % des échanges internationaux. C'est la clé de l'équilibre des comptes extérieurs et de l'emploi.

Aujourd'hui, le débat sur le coût du travail et, appelons un chat un chat, le salaire indirect, se focalise sur quelques points de pourcentage de cotisation alors que les écarts salariaux entre notre pays et les nouveaux pays industrialisés sont de l'ordre d'un à dix.

Les parités de change et donc les politiques monétaires sont au coeur de la compétitivité industrielle. Après quelques années de parités plus réalistes - je pense à la période où nous avons 0,8 dollar pour 1 euro -, la surévaluation de l'euro depuis 2002 participe à une perte de compétitivité.

Nous ne devons pas nous laisser attendrir par des titres de journaux qui s'effraient de 1,20 dollar pour 1 euro, quand Airbus annonce l'ouverture d'une usine d'assemblage d'A320 en Alabama. Airbus part travailler en zone dollar.

La réorientation de la politique monétaire sera bien plus efficace et moins onéreuse, socialement et financièrement, que tous les plans d'austérité en Europe. C'est pourquoi la politique monétaire, qui est au coeur de la compétitivité, mérite une attention particulière. Le Président de la République ayant pris l'engagement d'une réorientation de la construction européenne, en abordant...

M. le président. Merci.

Plusieurs députés du groupe UMP. Terminé !

M. Jean-Luc Laurent. ...ces négociations au niveau international, quelles sont, monsieur le ministre, les mesures prises ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Personne ne peut nier, monsieur le député, que l'appréciation de l'euro au cours de la décennie 2000 ait pesé sur la compétitivité française, notamment sur l'industrie. Nous ne croyons toutefois pas qu'il s'agisse là d'un facteur unique, puisque nous réalisons 50 % de nos échanges avec la zone euro et que d'autres pays, tels que l'Allemagne, avec la même crise, la même monnaie, ont dégagé des excédents extérieurs considérables. C'est dire qu'il faut également insister sur la compétitivité hors prix.

Je souhaite souligner, comme vous, que l'euro est sur une tendance clairement à la baisse : il a perdu 7 % vis-à-vis de la monnaie américaine, pour s'établir à environ 1,20 dollar. Ces évolutions sont liées aux tensions dans la zone euro, que j'ai évoquées, et elles sont plutôt positives puisqu'elles permettent de compenser les ralentissements du commerce mondial.

Je ne crois toutefois pas que la volatilité excessive des cours de change soit la solution. C'est dans le cadre des institutions internationales, notamment du G20, où des avancées timides ont été obtenues, qu'il faut agir. Je veux vous assurer que nous ne relâcherons pas la pression.

Plus largement, comme vous l'avez souligné, François Hollande a obtenu des avancées importantes pour la réorientation de la construction européenne, lors du Conseil européen des 28 et 29 juin, entraînant, je le redis, l'ensemble de l'Europe et de ses institutions. Il nous faut à présent, je le redis aussi, accélérer fortement la mise en oeuvre de ces décisions, et le rôle de la Banque centrale européenne sera à cet égard très important. Elle joue un rôle plus complet qu'on ne le dit parfois.

Soyez enfin assuré que la compétitivité, dans ses différentes dimensions, par les prix, hors prix, par le financement, par l'industrie, sera au coeur de la politique du Gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Monsieur le député, nous vous entendons ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Luc Laurent](#)

Circonscription : Val-de-Marne (10^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 60

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 juillet 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [26 juillet 2012](#)